



**Affaire suivie par :** Marie-Astrid MOUTON - Tél. : 05.57.04.51.86

**N/réf. :** CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DOXXX/2025

**Accord-cadre n°520000XXX**

**Achat et maintenance de licences  
perpétuelles PTC pour le compte du  
CEA/DAM**

**ENTRE :**

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup>, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par **Monsieur Yvan MARTIN** agissant en qualité de Directeur du CEA CESTA,

**Ci-après dénommé « CEA »  
d'une part,**

**ET :**

La **société XXXX**, au capital de XXXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, ayant son siège social XXXX, représentée par Monsieur/Madame XXXX agissant en qualité de XXXX,

**Ci-après dénommée « Titulaire »  
d'autre part.**

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

**Domiciliation :**

Toute notification requise au titre de l'exécution du présent accord-cadre, ci-après désigné accord, sera transmise par écrit à l'adresse des Parties telle que visée ci-dessous.

Le CEA fait éléction de domicile au lieu de l'établissement dont relève le présent accord, soit : 15, avenue des Sablières – CS 60001 – 33 116 Le Barp Cedex.

La société XXX fait éléction de domicile au lieu de son agence XXX soit : XXX

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

Nombre total de pages : 13

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET .....3

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES .....3

ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS .....3

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....3

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX .....4

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE.....4

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION .....4

ARTICLE 8 : MODES OPERATOIRES APPLICABLES AUX PRESTATIONS.....5

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE .....7

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE.....7

ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES.....7

ARTICLE 12 : AVANCE .....8

ARTICLE 13 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....9

ARTICLE 14 : PENALITES .....11

ARTICLE 15 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION.....11

ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....13

ANNEXE 2 : ELEMENTS DE PRIX DE L'ACCORD .....14



## **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent accord-cadre, ci-après désigné accord, a pour objet :

- ❖ Achat de licences, maintenance associée et formations du logiciel PTC pour les projets concernant le CEA/DAM.

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Charges (CdC) réf. 2025DO43 du 16/12/2025 ;
- les Conditions Générales d'Achat du CEA et leurs annexes dans leur édition de janvier 2022,
- et à titre supplétif, pour autant que ses dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment, l'offre du Titulaire réf. XX du XX/XX/XXXX.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de chacun des documents énumérés ci-dessus et les accepter. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues des dispositions légales impératives, sont inopposables, quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS**

Les prestations objet du présent accord, détaillées dans le Cahier des Charges référencé ci-avant, se décomposent comme suit :

- Achat de licences perpétuelles flottantes ou node-locked ;
- Maintenance annuelle des licences perpétuelles ;
- Mises à niveau des licences perpétuelles ;
- Formations des utilisateurs CEA.

## **ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

Le présent accord est notifié au Titulaire par envoi postal avec accusé de réception ou par voie dématérialisée avec accusé de lecture. Le Titulaire renvoie l'accord contresigné dans un délai de 10 jours calendaires suivant la réception de la notification.

En tout état de cause, l'accord prend effet à compter du 15/04/2026 (soit T0) pour une durée de 5 ans, dont trois ans fermes, soit jusqu'au 14/04/2031, comme suit :

- 1<sup>ère</sup> année ferme : du 15/04/2026 au 14/04/2027 ;
- 2<sup>ème</sup> année ferme : du 15/04/2027 au 14/04/2028 ;
- 3<sup>ème</sup> année ferme : du 15/04/2028 au 14/04/2029 ;
- 4<sup>ème</sup> année optionnelle : du 15/04/2029 au 14/04/2030 ;
- 5<sup>ème</sup> année optionnelle : du 15/04/2030 au 14/04/2031 ;

Toutefois, l'accord prend fin à l'extinction de toutes les obligations qui ont pu naître durant son exécution ou si le montant plafond de l'accord est atteint (cf. article 11.2). Les réserves émises ou modifications effectuées par le Titulaire sur l'accord signé par le CEA sont réputées non écrites.

Les bons de commande peuvent être notifiés uniquement pendant la durée de validité de l'accord.

La levée de chaque année optionnelle est notifiée par le CEA au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception, au plus tard 3 mois avant son début d'exécution. Si une année n'est pas levée ou n'est que partiellement levée, aucune indemnité n'est versée par le CEA au Titulaire.

## **ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX**

Pour l'exécution du présent accord, les Parties désignent :

- comme interlocuteurs techniques :
  - pour le CEA : Yohan LIVET Tél : 05.57.04.59.02
  - pour le Titulaire : xxx Tél : xxx
- comme interlocuteurs commerciaux :
  - pour le CEA : Marie-Astrid MOUTON Tél : 05.57.04.51.86
  - pour le Titulaire : xxx Tél : xxx

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE**

Les prestations objet du présent accord relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire. Il a la charge d'assurer, dans les délais fixés, toutes les opérations concourant à la bonne exécution des prestations.

## **ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION**

### **7.1 - CONDITIONS D'INTERVENTION**

Les prestations, objet du présent accord, sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans ses propres locaux ou ceux de son sous-traitant.

Toutefois, certaines prestations de formations peuvent avoir lieu dans les locaux du CEA. Ces prestations sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA ; le Titulaire n'intervenant qu'en tant qu'opérateur économique au sein des locaux et / ou des installations auxquels sont rattachées les prestations.

Les prestations sont réalisées sur le centre du CEA/CESTA (Le Barp, 33) du lundi au vendredi entre 7h30 et 17h30. Pour rappel, l'horaire collectif de travail du CEA/CESTA correspond à la plage horaire 7h55 – 16h35.

### **7.2 - LIVRABLES ATTENDUS**

L'ensemble des documents à remettre par le Titulaire et le calendrier de remise associé sont définis dans le Cahier des Charges.

### **7.3 - REUNIONS DE SUIVI**

Un certain nombre de réunions est prévu au cours de l'exécution du présent accord. Elles sont détaillées dans le Cahier des Charges. Il s'agit notamment de :

- réunion de lancement de l'accord-cadre ;

- comité de pilotage annuel ;
- réunion de clôture de l'accord-cadre.

A l'issue de chaque réunion, le Titulaire est chargé de rédiger un compte-rendu qui doit être soumis à l'acceptation expresse préalable du CEA, dans les 10 jours ouvrés suivants chaque réunion.

## **ARTICLE 8 : MODES OPERATOIRES APPLICABLES AUX PRESTATIONS**

La mise en œuvre du présent accord est défini ci-après.

### **8.1 - ACQUISITION DE LICENCES**

A la survenance d'un besoin d'acquisition de licences (selon les prix unitaires indiqués en annexe 2 de l'accord-cadre), le CEA émet un bon de commande et l'adresse au Titulaire par courriel avec accusé de réception.

L'acquisition d'une licence porte sur la dernière version courante référencée chez le Titulaire au jour de l'acquisition.

Chaque bon de commande comprend :

- les références, désignations et quantités de licences commandées,
- les délais de livraison,
- le(s) montant(s) unitaire(s) et le montant total,
- la référence du présent accord-cadre,
- le numéro de bon de commande spécifique et la date d'émission.

Il respecte impérativement les dispositions du présent accord-cadre et vaut comme « bon pour exécution ».

A réception de chaque bon de commande, le Titulaire doit renvoyer l'accusé de réception au plus tard 10 jours ouvrés après sa réception par courriel. Le Titulaire ne peut engager aucune livraison de licence sans un bon de commande préalablement et expressément accepté par le CEA.

L'achat d'une licence entraîne pour le CEA un droit d'usage perpétuel sur la licence dans sa version applicable à la date d'acquisition.

### **8.2 - MAINTENANCE DES LICENCES**

Les prestations de maintenance correspondent à des prestations annuelles.

Chaque prestation de maintenance annuelle est associée à une licence identifiée et pourra être renouvelée autant de fois que nécessaire pour, au maximum, couvrir la durée totale de l'accord-cadre.

Au plus tard trois mois avant la date d'anniversaire annuelle de l'accord-cadre, le Titulaire doit remettre au CEA un inventaire des licences entrant dans le périmètre de la maintenance.

Suite à cet envoi, le CEA émettra au Titulaire dans un bon de commande au format SAP, les licences pour lesquelles il décide de réaliser la maintenance pour la période annuelle à venir en tenant compte

des licences déjà maintenues au titre de l'année en cours et des licences en fin de période de garantie (pour les licences nouvellement acquises).

La durée de ces prestations est d'un an à l'exception de celles déclenchées à l'issue de la période de garantie dont la durée et le coût seront calculés au prorata du temps écoulé, de telle sorte que tous les renouvellements ultérieurs soient notifiés à la même date.

Le paiement de la maintenance par le CEA entraîne l'acquisition d'un droit d'usage perpétuel sur les licences maintenues dans la version mise à jour à la fin de l'année de maintenance considérée.

### **8.3 - MISES A NIVEAU**

Le CEA peut décider, sur une année donnée, de ne pas renouveler la maintenance des licences perpétuelles précédemment acquises et cependant toujours les utiliser au titre du droit d'usage perpétuel attaché à ces licences.

Pour toute licence dont la maintenance n'aura pas été renouvelée sur une ou plusieurs années, le CEA pourra en demander la réactivation ultérieure. Cette réactivation nécessitera le paiement d'une mise à niveau des licences concernées dans les conditions financières décrites en annexe 2.

Le prix d'une mise à niveau inclut une année de maintenance.

Le CEA émettra alors au Titulaire dans un bon de commande au format SAP, les licences pour lesquelles il décide de réaliser les mises à niveau.

### **8.4 - FORMATIONS**

A la survenance d'un besoin de formation (selon les prix unitaires prévus en annexe 2 de l'accord-cadre), le CEA émet un bon de commande et l'adresse au Titulaire par lettre courrier ou courriel avec accusé de réception.

Chaque bon de commande comprend :

- les références, désignations et quantités de formations commandées,
- les délais de réalisation des formations,
- le(s) montant(s) unitaire(s) et le montant total,
- la référence du présent accord-cadre,
- le numéro de bon de commande spécifique et la date d'émission.

Il respecte impérativement les dispositions du présent accord-cadre et vaut comme « bon pour exécution ».

A réception de chaque bon de commande, le Titulaire doit renvoyer l'accusé de réception au plus tard 10 jours ouvrés après sa réception, par lettre courrier ou accusé réception du courriel . Le Titulaire ne peut réaliser de prestations y compris de formations sans un bon de commande préalablement et expressément accepté par le CEA.



## **ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE**

Les opérations de réception ont lieu suivant les critères techniques définis dans les documents applicables visés à l'article 2 du présent accord. Elles interviennent dans les conditions fixées au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achats du CEA.

Par dérogation aux CGA, les licences sont garanties pour une durée d'un an (1 AN) à compter de leur réception.

## **ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire de l'accord doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4 à fournir).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages de l'accord.

## **ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES**

### **11.1 - ELEMENTS DE PRIX APPLICABLES**

Les prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires définis en annexe 2 du présent accord.

### **11.2 - MONTANT PLAFOND DU PRESENT ACCORD CADRE**

Le montant hors taxes de l'accord-cadre est plafonné à XXX euros HT (XXX d'euros hors taxes) sur la durée de l'accord.

Le montant indiqué n'engage pas le CEA quant au volume ou à la répartition des prestations à exécuter et le Titulaire ne pourrait s'en prévaloir dans le cas où les prestations effectivement demandées représenteraient un montant inférieur. En tout état de cause, le Titulaire ne peut engager de dépenses au-delà de cette somme sans notification d'un avenant, et ce, sous peine de non règlement des dépenses excédentaires.

Le cas échéant, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au présent marché de nouvelles Unités d'œuvre (UO) gérées au BPU, correspondants à de nouvelles licences. Le chiffrage par le Titulaire de ces UO pourra faire l'objet de négociations entre les Parties.

Cette intégration n'a pas vocation à modifier les prix existants et les montants plafonds du présent marché. Cette création de nouvelles UO sera formalisée dans un compte rendu d'avancement mensuel de suivi des prestations qui sera signé des Parties.

### **11.3 - REGIME FISCAL**

Le présent accord est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

---

#### 11.4 - REVISION DES PRIX

Les prix proposés au titre du présent accord-cadre sont établis aux conditions économiques du mois XXX 2025 (mois de remise de l'offre).

Les prix d'acquisition des licences de la maintenance, des mises à niveau et des formations sont fermes la première année et révisables chaque année.

Les révisions interviendront à chaque date anniversaire (date d'anniversaire = T0) de l'accord-cadre et seront prises en compte lors du passage de la commande d'application annuelle de maintenance, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0.20 + 0.80 \times \frac{\text{Syntec}_t}{\text{Syntec}_0})$$

P <sub>0</sub>	Prix initial
P	Prix révisé
Syntec <sub>0</sub>	Indice Syntec publié au bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE du mois de XX 2025 (dernier indice connu à la date de remise de l'offre), valeur : XXX
Syntec <sub>t</sub>	Dernière valeur officielle connue de ce même indice au moment de la demande du Titulaire

Il appartient au CEA de faire connaître sa position sur la demande de révision de prix, si émise par le Titulaire.

Dans le cas où l'application de la formule de révision conduirait à une augmentation > à 3% l'an par rapport au prix initial (ou au dernier prix révisé ou à la valeur de l'année n-1 si aucune révision n'a été demandée), le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

Les prix ainsi révisés s'appliquent pour l'année considérée.

#### **ARTICLE 12 : AVANCE**

**En fonction du choix du Titulaire retenu, cette clause sera adaptée avant la notification du Marché.**

##### **12.1 - CONDITIONS GENERALES D'OCTROI DES AVANCES PAR LE CEA :**

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme du marché est supérieur à 250 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC ferme du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution



supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30 % du montant TTC ferme du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

## **12.2 - AVANCE ACCORDEE AU TITULAIRE**

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5 % ou 30 % ou le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance ou les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

## **12.3 - MODALITES DE PAIEMENT ET DE REMBOURSEMENT**

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à 50 % du montant du marché puis sur les termes de paiement suivants jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

## **12.4 - AVANCE ACCORDEE AUX SOUS-TRAITANTS**

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 12.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance. Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

## **ARTICLE 13 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION**

### **13.1 - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le CEA procède au paiement du présent accord selon l'échéancier suivant :

#### **Acquisition de licences, mises à niveau et formations :**

- 100 % (CENT POUR CENT) du montant total hors taxes de chaque bon de commande et les taxes correspondantes à la signature sans réserve par le CEA du PV de réception.

#### **Maintenance :**

– 100 % (CENT POUR CENT) du montant total hors taxes de chaque bon de commande, terme à échoir, à la signature sans réserve par le CEA du PV de réception.

### **13.2 - CONDITIONS DE FACTURATION**

Les factures doivent impérativement être dématérialisées et sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).



Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : BOR-D,
- la référence complète de l'accord (numéro d'engagement), à savoir : n° en 5200XXXX
- la référence de la commande d'application SAP, à savoir : n° en 46xxx/P6F
- l'intitulé de l'accord,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions de l'accord. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures. A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation est rejetée en statut « recyclé ».

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA/DAM/DCG  
SCD/BCD  
Bâtiment DUNE  
Comptabilité fournisseurs  
Bruyères-le-Châtel  
91297 ARPAJON Cedex

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement des factures, les fournisseurs peuvent écrire à l'adresse mail suivante : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr).

**NB : Le CEA/CESTA vous recommande de consulter l'état de vos factures dans le portail CHORUS tous les 7 jours afin de connaître le statut de la facturation**

## **ARTICLE 14 : PENALITES**

### **14.1 - DISPOSITIONS GENERALES**

Les pénalités applicables au présent accord sont définies dans les CGA du CEA. Le CEA notifie au Titulaire l'application de la présente clause par courrier simple, étant précisé que le montant de la pénalité sera facturé par le CEA au Titulaire.

En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du présent accord ne constitue une renonciation du CEA à leur application.

### **14.2 - PENALITES DE RETARD DANS LA REALISATION DES BONS DE COMMANDE**

Si le Titulaire n'exécute pas les prestations dans les délais prévus dans le bon de commande, celui-ci est passible d'une pénalité calculée sur le montant hors taxes du bon de commande considéré, au taux de 1/500ème par jour calendaire de retard.

Cette pénalité est plafonnée à 10% du montant total du bon de commande considéré.

## **ARTICLE 15 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION**

### **15.1 - AUDIT DE L'ACCORD**

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

### **15.2 - INSPECTION**

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

### **15.3 - DROIT D'ACCES**

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution de l'accord.

---

#### **15.4 - OBLIGATIONS A TRANSFERER**

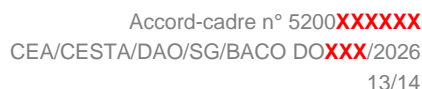
Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

Fait à Le Barp, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Titulaire

Pour le CEA





<sup>1</sup> Articles 30 à 35 des CGA (Conditions Générales d'Achat)

**ANNEXE 2 : ELEMENTS DE PRIX DE L'ACCORD**

**L'annexe sera complétée à la contractualisation.**

